

la lettre

RESACOOOP

73 AVRIL/JUIN 2013

COOPÉRER EN TEMPS DE CRISE : L'EXEMPLE DU MALI

Comment se poser dès aujourd'hui la question de l'après-crise ? Avant d'aller aux solutions, il est essentiel de revenir à la question : la crise est-elle finie ? De quelle crise parle-t-on ? Quel sens donner à la crise ? Au fond, est-ce bien d'une crise dont il s'agit ? Toutes ces questions, et bien d'autres, nos partenaires maliens se les sont déjà posées il y a près de 20 ans.

Aujourd'hui, il est urgent de se souvenir des efforts qui ont été faits pour construire la démocratie malienne et restaurer la paix dans les années 1990 et 2000. Le Mali est riche d'une expérience et de pratiques de gestion de conflits et de médiation, qui sont à revisiter à la lumière de l'histoire.

Collèges transitoires d'arrondissement, rencontres inter-communautaires, équipes mobiles d'appui, commissariat au Nord, mission de décentralisation... Autant d'organisations autrefois mises en place par l'État malien pour accompagner les acteurs locaux vers une *Res publica**. En son temps, la Région Rhône-Alpes, en collaboration avec la mission de décentralisation, a soutenu ses partenaires de Tombouctou dans cette préparation d'une décentralisation qui était revendiquée depuis longtemps.

Pour que l'après ne soit pas une éternelle fuite en avant, il est tout aussi urgent d'investir dans la prévention des conflits. Le Niger, pays voisin du Mali, lui aussi confronté depuis l'indépendance à de nombreuses revendications territoriales, a fait le choix dès 2001 de cheminer vers une politique pérenne de prévention de conflits. Son expérience de précurseur en la matière, qui se base sur la valorisation de mécanismes anciens de gestion des tensions, est reconnue comme novatrice.

Capitaliser les pratiques, mobiliser les énergies citoyennes sur les territoires, valoriser et renforcer les ressources locales, favoriser les échanges d'expériences, construire des projets d'avenir, ce sont autant de chantiers sur lesquels il est important d'innover ensemble, ici et là-bas pour le monde de demain. L'après est déjà là ; ne le ratons pas !

Pascale Vincent
Chargée de mission CIEDEL
Centre international d'études
pour le développement local

* nom latin qui signifie « chose publique ».

PAROLE D'ACTEURS

Points de vue croisés : Rhône-Alpes et Tombouctou

Véronique Moreira (VM), vice-présidente aux solidarités à la Région Rhône-Alpes (RRA) et El Hadj Mohamed Ibrahim (MI), président du Conseil régional de Tombouctou (CRT) au Mali ont accepté de répondre à deux questions sur la coopération* en temps de crise.

Coopérer en temps de crise : ça veut dire quoi concrètement pour vous ?

> **MI** : Un des principaux fondements des relations de coopération décentralisée est la Solidarité entre les Peuples. C'est dans la période où l'un des partenaires subit une situation de crise que cette solidarité politique, humaine, technique et financière est essentielle. La coopération décentralisée, c'est aussi des mécanismes souples, des relations directes entre élus, des relations directes entre populations. Les actions menées sont donc les mieux placées pour contribuer à des politiques de prévention, de réconciliation et de reconstruction efficaces.

> **VM** : Le temps de la crise est le temps de l'analyse et de la décision ; c'est le moment de poser le regard sur ce qui a été fait, comment cela a été fait, et d'être à l'écoute du partenaire pour comprendre ses besoins et ses attentes. Il faut être prêt à réorienter les stratégies et les actions en fonction du contexte. En même temps, il faut garder une vision à long terme pour préparer l'après crise et ne pas rester seulement dans la réponse à l'urgence. Coopérer en temps de crise, c'est accepter de changer de méthode, rester à l'écoute et préparer l'avenir.

Comment les relations de coopération entre les deux régions ont-elles évolué pendant ces périodes de tensions ?

> **VM** : La coopération au développement, c'est notamment l'appui dans la durée aux processus démocratiques et au développement local. Le CRT a été

soutenu, financièrement et techniquement, pour faire remonter les besoins des populations, savoir quelle aide était la plus nécessaire et où, coordonner les moyens et les ONG partenaires de notre coopération. Celles-ci ont pu valoriser leurs dispositifs et s'appuyer sur leurs partenaires locaux pour poursuivre leurs actions et s'investir dans l'aide d'urgence.

> **MI** : À la suite du coup d'état, la coopération entre nos Régions a d'abord été suspendue, puis la RRA a cherché à s'adapter au contexte de crise. Ainsi, le CRT a pu continuer à agir au service des populations de la région de Tombouctou avec l'appui de la RRA et de l'État malien. Le CRT a multiplié les initiatives pour répondre aux besoins des populations, que ce soit pour assurer le bon déroulement des campagnes agricoles ou pour amorcer la mise en place d'un dialogue intercommunautaire, préalable indispensable au retour de la paix. En lien avec nos partenaires rhônalpins actifs en région de Tombouctou, nous avons mis en place un cadre de concertation et de coordination qui a permis l'élaboration d'une stratégie commune, partagée ensuite avec la RRA. Si cette période de tension a eu des répercussions sur les relations entre nos deux Régions, elle ne les a pas remises en cause. Elle peut être aussi une opportunité pour refonder ces relations sur de nouvelles bases.

* Les premières actions de solidarité entre Rhône-Alpes et Tombouctou ont été initiées à Léré, suite à la grande sécheresse au Sahel en 1984.

Accointance

- Développer le bénévolat dans mon organisation le 28 mai
- Modules sur les partenariats entreprises associations – le 6 juin et le 2 juillet

Plus d'informations sur accointance.fr

Contact : Tél. 06 83 41 54 10 – Caluire et Cuire (69)

AMM

Association médicale missionnaire

- Pathologie et hygiène en milieu tropical du 13 mai au 28 juin

Contact : Tél. 04 78 30 69 89 – Lyon (69)

www.ammformation.org

Bioforce

- Appréhender les bases de la logistique d'approvisionnement – du 13 au 17 mai
- Diagnostiquer : évaluer les besoins et réaliser une analyse de situation – du 22 au 24 mai
- Réaliser l'évaluation finale d'un projet de solidarité internationale – du 5 au 7 juin

Contact : Tél. 04 72 89 31 41 – Vénissieux (69)

www.bioforce.asso.fr

CADR

Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes

- Construire ensemble une action de développement durable – le 16 avril
- Produire et consommer autrement : l'économie sociale et solidaire – le 14 mai
- Acteurs et enjeux de la solidarité internationale le 4 juin

Contact : Tél. 04 78 50 99 36 – La Mulatière (69)

www.cadr.fr

CIEDEL

Centre international d'études pour le développement local

- Communication et animation au service des actions de développement – du 13 au 16 mai
- Développement local et animation territoriale du 3 juin au jeudi 4 juillet
- Développement économique et développement local – du 8 au 11 juillet
- Le financement du développement local du 15 au 25 juillet

D'autres formations sur www.ciedel.org

Contact : Tél. 04 72 77 87 50 – Lyon (69)

Cité de la solidarité internationale

- Sensibilisation aux métiers de l'humanitaire le 25 avril
- Recherche de partenariat privé le 14 mai et le 4 juin

Plus d'informations sur www.cite-solidarite.fr

Contact : Tél. 04 50 87 09 87 – Annemasse (74)

CRESS RA

Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de Rhône-Alpes

- Collectivités locales : comment agir pour le développement de l'économie sociale et solidaire – le 23 mai
- Qu'est-ce-que l'économie sociale et solidaire ? Le 1^{er} juillet

D'autres formations sur www.cress-rhone-alpes.org

Contact : Tél. 04 78 09 11 97 – Lyon

AU PLAN RÉGIONAL

Collectivités rhônalpines

COOPÉRATION AVEC LES RÉGIONS DU GUEGHARKUNIK ET DU SYUNIK EN ARMÉNIE

Les partenaires de coopération décentralisée du Conseil général de l'Isère et de la Préfecture du Guégharkunik, des Villes de Grenoble et de Sévan, des Villes de Vienne et de Goris et des Villes de Romans-sur-Isère et Vardénis, se sont rencontrés les 14 et 15 décembre 2012, à l'AFRAT* à Autrans, pour le 2nd forum sur le tourisme durable en Arménie. Depuis 2007, ces collectivités mettent en place un programme concerté de soutien au désenclavement social, culturel et touristique, dans une perspective de développement local durable des régions du Guegharkunik et du Syunik en Arménie. Le forum a permis de tirer le bilan du programme d'actions 2010/2012 mené dans le cadre de la plateforme de mutualisation, de discuter des modalités d'élargissement de la plateforme à de nouvelles collectivités et de préparer les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne qui vont se dérouler à Valence en 2013.

Contact : Conseil général de l'Isère – Tél. 04 76 00 38 38 / Ville de Grenoble – Tél. 04 76 76 36 36
Ville de Vienne – Tél. 04 74 78 30 00 / Ville de Romans-sur-Isère – Tél. 04 75 05 51 51

* L'AFRAT, en tant que centre de ressources, d'accompagnement et de formation aux activités de tourisme en milieu rural et montagnard, travaille depuis plus de 7 ans dans le cadre de ces coopérations touristiques www.afrat.com

Région Rhône-Alpes

10 ANNÉES DE COOPÉRATION AVEC LA RÉGION DE MATAM

Le Conseil régional a renouvelé la convention de coopération avec la Région de Matam, au Sénégal pour la période 2013 – 2015. La nouvelle convention prévoit de soutenir la régionalisation en cours au Sénégal et d'améliorer les conditions de vie des populations, notamment par le renforcement de la sécurité alimentaire et sanitaire, la maîtrise de l'eau ou encore la préservation de l'environnement.

Contact : Direction de l'Europe, des relations internationales et de la coopération (DERIC) – Tél. 04 26 73 52 59

NATIONAL

Ministère des Affaires étrangères et européennes

CLÔTURE DES ASSISES DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE*

Avec 19 réunions en 4 mois, plus de 600 personnes mobilisées et 250 contributions écrites**, ces assises ont souligné la volonté d'une large gamme d'acteurs de prendre part au débat sur les politiques de développement et de solidarité internationale. Dans son discours de clôture, le 1^{er} mars, le Président de la République a annoncé les 3 priorités de la politique de développement française qui sont le développement économique, la sécurité et la préservation de la planète. Un projet de loi d'orientation et de programmation sur la politique de développement et de solidarité internationale sera présenté au Parlement dès l'automne 2013. La concertation pourra aussi se poursuivre notamment grâce à la création d'une instance nationale de dialogue entre les acteurs de la solidarité internationale, publics, privés et associatifs : un Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

Contact : www.diplomatie.gouv.fr > rubrique Enjeux internationaux

* Voir Lettre n° 72, page 3.

** Voir page 8.

SÉCURITÉ AU SAHEL

La menace d'attentat et d'enlèvement s'accroît encore tout particulièrement dans la zone sahélienne. Il est formellement déconseillé actuellement de se rendre en « zone rouge » au Mali, au Niger et en Mauritanie, conformément aux « Conseils aux voyageurs » (rubrique du site www.diplomatie.gouv.fr). La poursuite du déploiement des forces africaines au Mali a permis de réduire les zones formellement déconseillées aux ressortissants français. Toutefois, il est demandé d'adopter la plus grande prudence en se référant aux indications propres et, ce pour chacun des pays de la couronne sahélienne (Burkina faso, Sénégal, Tchad, Nigeria).

Contact : www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs et sur les sites internet des ambassades

Cités Unies France

FONDS DE SOLIDARITÉ DES COLLECTIVITÉS FRANÇAISES POUR LE MALI

Ce fonds a été mis en place le 10 juillet 2012, en concertation avec les associations de collectivités maliennes, les membres du groupe-pays Mali de Cités Unies France et le ministère français des Affaires étrangères. En janvier, la première réunion du comité des donateurs a permis de définir, en concertation avec l'association des municipalités du Mali (AMM) et l'Ambassade de France à Bamako, les orientations du fonds. Au regard du dispositif humanitaire déjà mis en place et du cœur de métier de la coopération décentralisée, les sommes récoltées seront vouées à l'appui au retour des élus locaux dans les zones libérées, notamment par le renforcement des capacités techniques et matérielles des collectivités concernées. Au 28 janvier, le fonds, abondé par onze collectivités, réunissait la somme de 83400 euros. Le fonds est ouvert à toutes les collectivités.

Contact : Pôle Afrique subsaharienne et Madagascar

Cités Unies France – 9 rue Christiani – 75018 Paris – Tél. 01 53 41 86 84

poleafrique@cites-unies-france.org – www.cites-unies-france.org > Nos groupes pays > Afrique

INTERNATIONAL

Mobilisation pour le Mali

L'adoption à l'unanimité le 29 janvier par le Parlement malien de la feuille de route pour la transition qui prévoit la tenue d'élections et l'ouverture de négociations avec le Nord, a encouragé la reprise de l'aide au développement au Mali (suspendue à la suite du coup d'État de mars 2012). L'Union européenne se mobilise fortement, avec près de 250 millions d'euros d'aide budgétaire et de financement de projets de développement. Pour mobiliser la communauté internationale, la France et l'Union européenne, en étroite collaboration avec les autorités maliennes, organisent en mai à Bruxelles, une conférence de donateurs pour le développement du Mali. L'Agence française de développement engage aussi un portefeuille de projets de 150 millions d'euros. L'ensemble de ces financements serviront en priorité aux rétablissements des services de base (eau, électricité, santé, éducation). Un travail de coordination sur le terrain entre les pays européens est en cours.

Étant donné les nombreux partenariats de coopérations décentralisées des collectivités françaises et le rôle qu'elles sont amenées à jouer dans le développement du Mali, le ministre délégué chargé du développement, Pascal Canfin, a réuni **le 19 mars à la Région Rhône-Alpes** (Lyon) les collectivités françaises jumelées avec des collectivités au Mali.

Contact : www.diplomatie.gouv.fr – <http://europaid.eu>

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

À L'INTERNATIONAL	
du 19 au 21 avril	Forum Jeunesse 2013 à Monastir (Tunisie)
EN FRANCE	
du 10 au 12 juin	9 ^e Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne à Brest
les 1 ^{er} et 2 juillet 2013	4 ^e Forum de l'action internationale des collectivités à Paris

Forum Réfugiés – Cosi

➤ Fondamentaux du droit des étrangers les 1^{er} et 2 juillet

NOUVEAU

- Faire face aux situations de violence et de conflit les 13 et 14 mai
- Communiquer avec des personnes ne maîtrisant pas ou peu la langue du pays d'accueil les 24 et 25 juin

D'autres formations sur www.forumrefugiés.org

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 – Villeurbanne (69)

Groupe URD

Urgence, réhabilitation et développement

- Participation des populations affectées dans l'action humanitaire – du 13 au 17 mai
- Intégrer l'environnement dans l'action humanitaire les 13 et 14 juin

Contact : Tél. 04 75 28 29 35 – Plaisians (26)

www.urd.org

Humacoop

- Anthropologie et humanitaire – du 13 au 17 mai
- Mission exploratoire – du 10 au 14 juin

Contact : Tél. 04 76 51 11 06 – Grenoble (38)

www.humacoop.org

Coopérative Peuple et Culture

- Comment créer et gérer une association ? le 18 avril ou le 23 mai
- Comment fidéliser les bénévoles ? le 15 avril ou le 15 mai

D'autres formations sur www.lacoop26-07.fr

Contact : Tél. 04 75 25 43 67 – Valence (26)

RJSI Isère

Réseau jeunesse et solidarité internationale

Week-end de préparation au départ :

- Partir pour être solidaire les 13 et 14 avril à Méaudre (38)

Contact : Tél. 06 85 11 08 59 – rjsi.isere@gmail.com

SCD

Service de coopération au développement

- Stage Vivre autrement ici et ailleurs du 26 avril au 2 mai et du 14 au 20 juin

Contact : Tél. 04 72 66 87 20 – La Mulatière (Lyon)

www.scd.asso.fr

Toilettes du monde

- Intégrer de manière durable l'assainissement à un projet de solidarité internationale – du 10 au 13 juin

Contact : Tél. 04 75 26 29 98 – Nyons (26)

formation@toilettesdumonde.org

Association Yelen

- La culture maghrébine dans le contexte européen le 16 avril à Annemasse

Contact : Tél. 04 50 35 64 70 – Ballaison (74)

associationyelen@wanadoo.fr



RETROUVEZ LES FORMATIONS ORGANISÉES PAR RESACOO PAGE 8 ET D'AUTRES INFORMATIONS SUR : www.resacoo.org > Se former

V^e forum rhônalpin de la microfinance

La microfinance reste-t-elle un outil efficace de lutte contre les inégalités ?
jeudi 11 avril de 8h30 à 17 h
au Grand Lyon, 20 rue du Lac, Lyon 3^e

Organisé par Écidec, ce forum a pour objectif de créer un espace d'échange et de partage d'expériences entre professionnels, chercheurs et étudiants de la microfinance, de la solidarité internationale et de l'économie sociale et solidaire. Dans ce cadre, des intervenants de nombreuses organisations dont Handicap International, Xetic, La Nef, Entrepreneurs du Monde, l'Adie, la Caisse des Dépôts et la Sidi participeront au débat sur les enjeux de la microfinance « sociale ».

Plus d'informations : www.ecidec.org

30 ans de l'Institut Bioforce

En 1983, l'Institut Bioforce est créé, il est le seul centre de formation en France qui forme les futurs logisticiens humanitaires. Ensuite, l'Institut voit son offre de formations et d'accompagnement s'élargir à mesure que se professionnalisent les interventions humanitaires. De 1983 à 2013, c'est ainsi un seul fil rouge qui guide l'Institut dans la conduite de toutes ses actions : mettre l'Homme en capacité d'agir, qu'il s'agisse des acteurs engagés auprès des populations ou des populations elles-mêmes.

➤ Temps fort sur l'ancrage local de l'Institut Bioforce

jeudi 18 avril de 14 h à 20 h
Hôtel de Ville de Vénissieux

Réflexion sur « Les principes du développement local ici et là-bas », expositions photos et témoignages

➤ Temps de l'échange et de la fête, l'engagement au cœur de Lyon

samedi 29 juin – Place Bellecour, Lyon

Une journée où chacun pourra en savoir plus sur les différentes formes d'engagement, découvrir concrètement comment développer les compétences clés de son engagement et rencontrer des professionnels du terrain.

Plus d'informations : www.bioforce.asso.fr

20 ans du Groupe URD

les 30 et 31 mai à Plaisians (26)

2 jours de conférence et une soirée d'anniversaire

Les débats permettront de porter un regard critique sur les limites du secteur humanitaire, ses dérives potentielles et ses évolutions sur les 20 dernières années, tout en tentant d'esquisser des pistes pour l'avenir, pour un humanitaire plus humaniste.

Plus d'informations : www.urd.org

La Solidarité internationale à l'échelle des territoires : état des lieux et perspectives

Plus de 4800 collectivités territoriales françaises intervenant dans près de 140 pays pour un montant d'aide publique au développement de 60,5 millions d'euros en 2010, telle est la réalité de la coopération décentralisée aujourd'hui. L'action extérieure des collectivités territoriales en faveur du développement est apparue au lendemain de la seconde guerre mondiale avant de connaître une progression constante, en s'appuyant sur des bases juridiques toujours plus solides. Aujourd'hui reconnues comme des partenaires à part entière, les collectivités territoriales doivent faire face à de nouveaux enjeux et ce d'autant plus en période de restriction budgétaire : évaluer les projets, aller au-delà d'une relation à sens unique Nord-Sud, rechercher des financements et mutualiser l'action des différents acteurs sont les points stratégiques de la coopération décentralisée de demain. Ce rapport, établi au nom de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, dresse un large panorama de la situation et des perspectives de l'action extérieure des collectivités territoriales en faveur du développement. Par ailleurs, les réseaux régionaux multiacteurs – RRMA (dont fait partie RESACOOP) – ont contribué à la réalisation de ce rapport qui leur consacre un chapitre spécifique.

Rapport de M. Jean-Claude Peyronnet – novembre 2012

Pour le télécharger : www.senat.fr/notice-rapport/2012/r12-123-notice.html

L'Action internationale des collectivités territoriales

L'ARRICOD – association de professionnels de l'action européenne et internationale au sein des collectivités territoriales françaises – publie le résultat d'une réflexion collective dans un ouvrage qui aborde l'action internationale des collectivités sous l'angle de ses différents chantiers de réflexions. Cette contribution professionnelle propose des clés de lecture et multiplie les pistes permettant de mieux connaître et de combattre les idées reçues les plus tenaces, comme « la coopération décentralisée n'a pas vraiment d'impact sur le territoire », « la solidarité internationale, c'est le rôle des ONG, pas celui des collectivités », « s'occuper d'international dans une collectivité, c'est une bonne planque ». Ce livre a été rédigé en partenariat avec l'Agence Française de Développement.

Octobre 2012 – Édition Le Cavalier Bleu – collection « idées reçues » – 128 pages – 9,95 €

Plus d'informations : www.arricod.fr/Les-idees-recues-de-l-action

Le Manuel de la participation à l'usage des acteurs humanitaires

Dans le but de fournir un outil adapté aux besoins spécifiques des acteurs humanitaires, le réseau ALNAP – apprentissage actif pour la redevabilité et la performance dans l'action humanitaire – a mis en place de 2002 à 2004 une étude globale sur la participation des populations affectées dans l'aide humanitaire et a contracté le Groupe URD pour mener à bien ce travail. Une première version de ce manuel a été testée par des organisations internationales et locales, dans différents pays, afin de donner naissance à cette nouvelle version, revue et adaptée à partir des leçons apprises. Ce manuel donne des conseils détaillés sur ce qu'implique concrètement la participation dans l'action humanitaire. Il se divise en trois parties : la définition d'une stratégie de participation, la mise en œuvre de sa stratégie de participation tout au long du cycle de projet et une liste d'outils et de ressources complémentaires.

Groupe URD – 2009 – 10 €

Pour le télécharger : www.urd.org/article/le-manuel-de-la-participation

OUTILS PÉDAGOGIQUES

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE : UN PROJET POUR S'OUVRIRE AU MONDE

Ce guide a pour objectif d'accompagner au mieux tout éducateur (animateur, enseignant) désirant se lancer dans une correspondance internationale. Par des conseils, des expériences, des exemples concrets de projets et de supports réalisés, et des apports théoriques, cet ouvrage doit pouvoir faciliter la mise en œuvre du projet de correspondance. Il se découpe en 3 parties : une première partie sur les enjeux et les apports éducatifs de la correspondance internationale ; une deuxième partie renseigne sur les étapes du projet de correspondance en donnant des balises de « l'entrée en matière » jusqu'à l'évaluation du projet ; une dernière partie fournit des fiches pratiques et techniques transmises par des acteurs de correspondance, ainsi qu'une bibliographie commentée. Cet ouvrage a été réalisé avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

Public : Enseignant, Adulte

Solidarité Laïque – Guide – 2012 – 11 €

Pour le commander : www.comprendrepouragir.org – Tél. 05 49 41 49 11

EN RÉSONANCE – LES JEUNES, L'ENGAGEMENT, LE MONDE... 12 RÉCITS EN BD

La Région Bretagne porte depuis 2010 un projet soutenu par la Commission européenne intitulé « en résonance ». L'objectif de ce projet est de promouvoir l'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) en renforçant les pratiques des acteurs bretons. Dans ce cadre, la Région, ses partenaires et 16 professionnels de la bande dessinée ont réalisé cet ouvrage qui illustre notamment la mondialisation, les inégalités et la rencontre interculturelle avec humour, parfois gravité et tendresse. Les jeunes eux-mêmes ont participé à la réalisation des histoires qui mettent en images une vision d'un monde plus équitable.

Pour la télécharger : www.bretagne.fr/internet/upload/docs/application/pdf/2012-11/bd_resonances.pdf

VIVRE ENSEMBLE : OBJECTIF PAIX

Cet outil se présente sous la forme de 4 parcours ludiques qui permettent de prendre conscience de la portée de ses actes et de ses paroles et de fonder les bases de nouveaux comportements. Chaque parcours est composé de 10 à 13 panneaux A3, d'un guide pédagogique et d'un livret élève : parcours 1 – Tes habitudes... Tes traditions... ; parcours 2 – On m'a dit... Il paraît que... Les rumeurs ; parcours 3 – L'interdit de toute puissance... ; parcours 4 – Les causes des conflits.

Public : 8 à 10 ans, Collège

École de la paix – dossiers pédagogiques – 2009 – 123 € le parcours

Pour les commander : www.comprendrepouragir.org – Tél. 05 49 41 49 11

SOLIDARITÉ, EN PARLER POUR LA CONSTRUIRE

À l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale 2011, l'Anacej, les Ceméa et l'UNICEF France se sont associés à Citoyen de demain pour concevoir et diffuser ce dossier pédagogique autour de la solidarité. À l'heure où l'accent mis sur la responsabilité de l'individu montre ses limites face à des situations de plus en plus difficiles et complexes, il semble plus que jamais nécessaire de replacer la solidarité comme une valeur centrale de notre société et une possibilité de réponse collective aux crises contemporaines. Ce dossier permet de donner la parole aux enfants sur les enjeux de la solidarité, d'approfondir leur réflexion sur ce thème et de les inciter à l'action. Pour cela, trois étapes clés sont proposées : l'expression, la sensibilisation et l'action.

Public : Enseignant, Adulte

Aide et Action – 2012 – dossier pédagogique

Pour le télécharger : www.comprendrepouragir.org

Lafi Bala, le Burkina Faso en Fête !

**du 28 au 30 juin à Chambéry
un rendez-vous festif et convivial !**

Depuis 1996 et tous les deux ans, la Ville de Chambéry et l'association Chambéry Ouahigouya proposent une « immersion » en pays burkinabé à travers l'organisation de ce festival interculturel. Concerts, cinéma, arts de la rue, arts de la parole... En présence de nombreux invités burkinabé (artistes, artisans, partenaires), Lafi Bala est aussi une occasion unique et ludique pour découvrir les projets de la coopération entre les villes de Chambéry et Ouahigouya au Burkina Faso, mais aussi pour prendre le temps de s'interroger sur les inégalités Nord/Sud et la rencontre interculturelle.

Plus d'informations : www.lafibala.com

Forum sur le thème de l'eau

**Renforcer la gestion des services d'eau
et d'assainissement dans les pays du Sud
les 28 et 29 juin à Chambéry**

Organisé par la Ville de Chambéry et le pS-Eau dans le cadre du festival Lafi Bala, ce temps de rencontres et d'échanges rassemblera les professionnels du secteur et les acteurs de la coopération. Il proposera un regard croisé sur différentes pratiques et expériences menées en Afrique subsaharienne – avec en particulier les exemples du Burkina Faso, de Madagascar et du Sénégal.

Contact : Tél. 04 79 60 20 89

chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr

35 ans d'AVSF

**vendredi 28 juin
à partir de 19 h à Lyon**

L'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

**Pour de nouveaux modèles agricoles
et d'échanges : comment alimenter
les villes et les campagnes de demain ?**

Pour fêter ses 35 ans d'existence, l'association Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) organise cette table-ronde à la veille de son assemblée générale. Le débat réunira plusieurs grands témoins.

Plus d'informations : www.avsf.org

Dialogues en humanité

**Réussir le XXI^e siècle : osons
la métamorphose !**

**du 5 au 7 juillet de 11 h à 22 h
au Parc de la Tête d'Or à Lyon**

De nombreuses activités sont proposées pendant 3 jours dont le fil rouge est la rencontre, le dialogue, le ressenti et le « faire ensemble ».

Chacun pourra ainsi rencontrer et échanger avec d'autres citoyens du monde connus ou inconnus : écrivains, philosophes, artistes, entrepreneurs, témoins de vie, et partager avec eux dans une ambiance décontractée et festive.

Plus d'informations : www.dialoguesenhumanite.org

Nouvelle direction pour Solicoop42* (Loire)

Depuis le mois de février, l'association a engagé un nouveau directeur : Henri Vebamba, ancien étudiant du CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local). Il a en charge la mise en œuvre des actions de l'association en lien avec les administrateurs de Solicoop42.

Contact : 15 rue Robert – 42000 Saint-Étienne
Tél. 04 77 38 47 13 – accueil@solicoop42.org
www.solicoop42.org

Publications de Pays de Savoie solidaires*

➤ Étude d'impact : 10 ans de voyages solidaires de jeunes

À l'occasion de ses 10 ans, Pays de Savoie solidaires a réalisé une étude d'impact auprès de 100 jeunes suivis depuis 2002 par le Rézo. Une synthèse de quatre pages est disponible ainsi que l'étude dans son intégralité. Vous y découvrirez comment l'expatriation favorise l'insertion professionnelle et développe la confiance en soi ! À condition d'être accompagnées, ces premières initiatives solidaires de jeunes sont une véritable école de l'engagement pour les citoyens de demain.

➤ Panorama de la solidarité internationale en Savoie : Jeunes solidaires ici et là-bas !

La deuxième édition du panorama de la solidarité internationale en Savoie vient de sortir avec un focus sur la jeunesse, l'occasion de découvrir la diversité des actions entreprises par les jeunes sur le territoire de la Savoie et de par le monde.

Ces documents sont disponibles sur :
www.paysdesavoiesolidaires.org

Destination Sénégal Oriental

Les syndicats du tourisme du Sénégal Oriental et de Kédougou ont mis en ligne le site Internet « Destination Sénégal Oriental » à la fin du mois de novembre 2012. Cette action s'inscrit dans le cadre de la plateforme de coopération décentralisée entre le Conseil général de l'Isère et les régions de Tambacounda et Kédougou. L'outil permet de découvrir la région et ses richesses, il donne aussi des informations pratiques aux potentiels touristes.

Plus d'informations :
www.destination-senegaloriental.com

Eurobaromètre spécial

La solidarité à travers le monde : les Européens et l'avenir de l'aide au développement

Cette étude publiée en octobre 2012 couvre les perceptions générales des Européens à l'égard de l'aide européenne ainsi que leur opinion sur l'avenir de cette aide, sur les domaines et les pays où elle devrait être concentrée. L'enquête étudie également l'opinion des citoyens vis-à-vis des entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement et de la volonté des particuliers à agir afin d'aider les populations de ces pays.

Pour télécharger l'étude : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1102_fr.htm

* Solicoop42 et Pays de Savoie Solidaires sont des relais de l'action de RESACOOP au niveau départemental.

RÉGIONAL

Région Rhône-Alpes

PASSEPORT SOLIDAIRE – PROJETS 2013-2014

Ce dispositif régional appuie les établissements de formation – lycées publics et privés sous contrat Éducation nationale, lycées de l'Enseignement agricole, maisons familiales et rurales, établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) – désireux de s'engager dans un projet d'échange et de solidarité en étroite collaboration avec des acteurs des pays du Sud. Les structures associatives encadrant les jeunes sont également concernées. **Pour les établissements scolaires souhaitant développer des projets sur l'année 2013-2014, les dossiers de candidature doivent être remplis directement en ligne sur l'extranet Sicorra et déposés le vendredi 31 mai au plus tard.**

Contact : DERIC – Tél. 04 26 73 42 03 – deric-apera@rhonealpes.fr

Projets pédagogiques

APPUI DANS LE DOMAINE DE L'EDD-SI*

Dans le cadre du projet européen REDDSO** (Régions pour une éducation au développement durable et solidaire), un appel à projet régional soutiendra la réalisation d'expérimentations pédagogiques en éducation au développement durable et à la solidarité internationale (EDD-SI) en milieu scolaire, dans les académies de Grenoble et de Lyon, pour l'année scolaire 2013-2014. Les modalités de cet appel à projet seront définies au cours du 2^e trimestre 2013 dans la foulée du lancement du projet. Elles seront ensuite communiquées dans les réseaux des parties prenantes rhônalpines du projet, à savoir la Région Rhône-Alpes, le Conseil général de l'Isère, les Rectorats de Grenoble et Lyon, et Resacoop.

Plus d'informations : prochainement sur www.resacoop.org

* Éducation au développement durable et à la solidarité internationale.

** Voir article page 8

Mutualité sociale agricole (MSA)

APPEL À PROJETS JEUNES « MIEUX VIVRE EN MILIEU RURAL »

L'appel à projets, lancé en 2000 et reconduit chaque année, est destiné à soutenir les initiatives des jeunes en leur apportant un appui technique et financier. Il s'adresse à des groupes composés au minimum de trois jeunes âgés de 13 à 22 ans, résidant en milieu rural ou étant affiliés à la MSA. Les projets peuvent porter sur 4 domaines : cultures et arts ; solidarité et citoyenneté ; santé et activités physiques et sportives ; thématiques inexplorées et démarches innovantes. Pour participer, il suffit de contacter la MSA de son département pour savoir si elle s'engage dans le dispositif. Elle vous indiquera les modalités de participation et vous remettra un dossier de candidature.

Pour l'Ain et le Rhône : MSA Ain-Rhône – Tél. 04 74 45 99 00 – www.msa01-69.fr

Pour l'Ardèche, la Drôme et la Loire : MSA Ardèche Drôme Loire – Tél. 04 75 66 42 00
www.msa-ardeche-drome-loire.fr

Pour l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie : MSA Alpes du Nord – Tél. 09 69 36 87 00
www.msaalpesdunord.fr

NATIONAL

Fondation de France

SIDA, SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La Fondation de France lance un appel à projets pour soutenir des actions en faveur de projets innovants de sensibilisation et lutte contre le VIH/SIDA. Il s'adresse aux associations et aux équipes soignantes, médicales et médico-sociales. Les projets devront concourir à l'amélioration de la participation commune des hommes et des femmes à la prise de décision (en matière de sexualité, de prévention et de soins) et à un accès équitable au dépistage et aux soins.

Date limite de dépôt des dossiers : 31 mai 2013

Pour en savoir plus : www.fondationdefrance.org

Ministère des Affaires étrangères et européennes

FONDS DE SOUTIEN À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE FRANCO-TUNISIENNE

Ce fonds de soutien est lancé en concertation avec les collectivités territoriales, l'Ambassade de France en Tunisie, les autorités tunisiennes et des représentants de la société civile. L'objectif de cet appel est de permettre le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage et de mise en œuvre des politiques publiques des collectivités locales tunisiennes et/ou de leurs groupements. Il s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs groupements dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères. Il concerne plus spécifiquement les thématiques suivantes : la gestion des services publics locaux, la valorisation du patrimoine historique et les projets culturels, le tourisme et l'aménagement du territoire, le développement économique et l'insertion socio-économique, l'agriculture et l'artisanat.

Les projets devront être déposés avant le 15 octobre 2013.

FONDS DE SOUTIEN CONJOINT À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE FRANCO-MAROCAINE

La France et le Maroc lancent un fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines dans le respect des attributions et compétences qui leur sont reconnues par la loi. Il s'articule autour de trois composantes : un volet appel à projet pour permettre le cofinancement des projets de coopération décentralisée ; un volet bourse de projet pour permettre à une collectivité locale ou un groupement marocain de bénéficier de l'expertise de collectivités territoriales françaises sur un projet spécifique dans le cadre d'une coopération ponctuelle ; un volet mutualisation des bonnes pratiques par l'organisation de séminaires régionaux et nationaux de capitalisation.

Les projets devront être déposés avant le 31 décembre 2013.

Plus d'informations : www.diplomatie.gouv.fr > Enjeux internationaux > Action extérieure des collectivités territoriales

INTERNATIONAL

DevCo/EuropeAid

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous une sélection des appels à propositions 2013.

Pour télécharger les documents et consulter tous les appels : <http://ec.europa.eu/europeaid/>

Pour en savoir plus : Coordination Sud – Ève Derriennic – derriennic@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en €	Dates dépôts dossiers
Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH)		
Ghana : IEDDH – 2012 et 2013	133776/M/ACT/GH 600 000 €	26/04/13
Albanie : Programme d'appui pays (CBSS) 2012-2013	134164/L/ACT/AL 1 080 000 €	30/04/13
Acteurs non étatiques et autorités locales (ANE-AL)		
Ghana : Autorités locales pour le développement – Actions dans un pays partenaire	133762/L/ACT/GH 2 250 000 €	26/04/13
Afrique Caraïbes Pacifique		
Côte-d'Ivoire : Appui à la participation des organisations de la société civile et du secteur privé au processus de négociation d'un APV dans le cadre du FLEGT	133775/L/ACT/CI 750 000 €	30/04/13
Multi-pays : Facilité Énergie ACP-UE II	133481/C/ACT/Multi 55 000 000 €	03/06/13
Amérique Latine		
Honduras : Modernisation du secteur forestier (MOSEF)	134023/M/ACT/HN 4 900 000 €	27/05/13

Les contacts pour vos projets de partenariat sont disponibles sur simple demande

Contact : Amélie Diagne Réminiac
areminiac@resacoop.org – Tél. 04 72 77 87 67

Burkina Faso

L'association Cercle d'assurance, de secours et d'insertion en milieu communautaire (CASIMCO) vise à offrir de meilleures conditions de vie aux communautés de base en général et aux groupes vulnérables en particulier. Elle souhaite développer les actions de coopération décentralisée dans les domaines de la santé, la formation professionnelle agricole, l'eau potable, hygiène et assainissement. Ses objectifs ciblent l'autopromotion des groupes vulnérables à travers des activités génératrices de revenu et l'amélioration de la santé communautaire (prévention de la santé maternelle et infantile, prévention du paludisme), notamment par le droit d'accès des personnes défavorisées aux soins. L'association recherche des partenaires pour accompagner les jeunes communes rurales dans la création de jumelages ou de coopérations dans les domaines de la santé, l'éducation et la formation professionnelle aux métiers agricoles et dans la réalisation de micro projets économiques (maraîchage, apiculture, tissage, élevage...) au profit des femmes défavorisées du milieu rural d'intervention (communes rurales de Kalsaka, Koumbri, Kossouka, Rombo et Khain).

République Démocratique du Congo – Kisangani

L'ONG de développement Mouvement d'aide communautaire porte ses actions envers les enfants démunis habitant en République Démocratique du Congo en Province Orientale, plus particulièrement dans la ville de Kisangani. Elle intervient notamment sur les thèmes du logement, de l'alimentation et de l'éducation. L'organisation d'aide communautaire souhaite construire un partenariat pour l'aider à prendre en charge les enfants, l'urgence étant la construction d'un local pour les héberger.

République Démocratique du Congo – Congo/Bas-Congo

Créée en 1987, la mission du Département femme et famille consiste à accompagner les organisations de base dans leur effort d'autoprise en charge. Ces réalisations sont orientées en vue de la promotion de la femme et l'harmonie de la famille. Elle participe au renforcement des capacités des membres de 51 organisations de base sur différents thèmes (agriculture, élevage, transformation alimentaire, santé préventive, promotion des petites et moyennes entreprises) et à l'accueil de jeunes filles défavorisées au sein des centres de formations polyvalentes (alphabétisation, coupe couture, etc.). Depuis 2009, la structure a ouvert un centre d'encadrement des enfants en rupture familiale, pour insertion socioprofessionnelle. Le Département femme et famille recherche des partenaires pour échanger des expériences afin de consolider ses actions.

FORMATIONS

Avril à juin 2013

Formations méthodologiques

- Monter un dossier de cofinancement – le 24 mai
- Établir un budget de cofinancement – le 7 juin
- Faire un bilan et évaluer un projet de solidarité internationale – le 21 juin

Contact : Tél. 04 72 77 87 67 – mail@resacoop.org

CONTRIBUTION

Assises du développement et de la solidarité internationale

Ces Assises nationales organisées par le ministère des Affaires étrangères et européennes se sont clôturées le 1^{er} mars*. Identifié en tant que « tête de réseau » de par sa position territoriale et son ancrage local, RESACOOP a participé aux travaux : sa contribution a été mise en ligne sur l'espace internet dédié aux Assises.

La contribution de Forum Réfugiés au nom du groupe de travail « État de droit » (dont RESACOOP fait partie) a aussi été publiée.

Pour accéder aux contributions :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-et/assises-du-developpement-et-de-la/les-cinq-grands-chantiers-quelle-vision-du-developpement/

* Voir page 3

Coopérer en temps de crise : l'exemple du Mali

Documents à consulter sur www.resacoop.org :

> Rubrique Zoom pays

> Nord de l'Afrique > Mali

Ressources et liens utiles sur la coopération avec le Mali.

> Rubrique Réunions géographiques

Sécurité alimentaire dans les pays du Sahel – compte-rendu et liste de ressources

RÉUNION

Regards Décalés

LE RAPPORT AU TEMPS DANS LES PROJETS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ATELIER-DÉBAT LE MARDI 16 AVRIL DE 14 H À 17 H À RESACOOP

Les projets de coopération internationale sont confrontés en permanence à différents « temps » qui semblent contraindre leur exécution : le temps des bailleurs, le temps des ONG, le temps des collectivités, le temps des partenaires au Nord et au Sud... De quelle manière notre propre conception du temps, celle de notre culture, celle de nos structures professionnelles, influent sur la réalisation des projets ? La vision occidentale du temps est-elle devenue mondiale ? Comment aller au-delà en élargissant notre perception du temps et de ses différentes facettes ? L'objectif de cet échange est de faire ressortir des pistes d'action pour mieux intégrer la notion de temps dans nos pratiques. Cet atelier participatif et créatif est une opportunité de croiser les regards, de prendre un temps de recul sur les pratiques pour mieux avancer et de créer un temps d'échange entre praticiens de la coopération internationale. Organisé par RESACOOP, Agronomes et Vétérinaires sans frontières, Handicap International, avec l'appui de la coopérative Autres Regards, il est ouvert à toutes associations et collectivités agissant dans la coopération internationale.

Contact : mail@resacoop.org – Tél. 04 72 77 87 67

CHANTIER

Éducation à la citoyenneté internationale

RENDEZ-VOUS EN JUIN POUR LES ACTEURS DE L'EDD-SI*

Le 1^{er} avril 2013 le projet européen « REDDSO- Régions pour une éducation au développement durable et solidaire » a officiellement démarré**. Suite au projet « Des Alpes au Sahel », REDDSO vise à élargir le réseau de l'EDD-SI* à d'autres régions européennes – Catalogne en Espagne et Malopolska en Pologne – et à renforcer la dynamique déjà existante en Rhône-Alpes et au Piémont en Italie. Le premier moment fort du projet sera le séminaire international de lancement qui aura lieu à Lyon courant juin (dates à confirmer). Ce séminaire permettra aux acteurs des 4 régions européennes de réfléchir ensemble aux activités de formation et d'expérimentation pédagogique qui seront mises en place pendant les 30 mois du projet.

Contact : Julien Puissant – jpuissant@resacoop.org – et Anna Castelnuovo – acastelnuovo@resacoop.org

* Éducation au développement durable et à la solidarité internationale.

** Voir Lettre n° 72, page 8

APPUI

Besoin d'un conseil ?

Le cœur de métier de RESACOOP est l'appui aux porteurs de projets dans les domaines de la coopération et de la solidarité internationale, c'est pourquoi l'équipe traite vos demandes avec professionnalisme, réservant l'attention et le temps nécessaire à chacune d'entre elles. Voici les grandes lignes de la procédure mise en place pour vous répondre efficacement :

- Quelle que soit votre demande (appui à un projet, demande d'intervention, demandes d'informations, recherche de contacts, etc.), celle-ci doit être précisée en envoyant un message à l'adresse* : mail@resacoop.org, accompagnée de vos coordonnées postales et téléphoniques et de tout document utile à la bonne compréhension de votre requête (présentation de projet, etc.).

- Par retour de mail, l'équipe vous indiquera la personne en charge de votre dossier ; un rendez-vous sur place ou par téléphone vous sera proposé.

Du fait du nombre important de dossiers suivis par chaque chargé de mission, les délais de réponse et de rendez-vous peuvent être plus ou moins longs, d'où l'importance d'anticiper vos « demandes ».

Contact : mail@resacoop.org – Tél. 04 72 77 87 67

* ou par voie postale à l'adresse de RESACOOP